DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12308 – 4 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens MERCREDI 22 AOUT 1984

TRANSPORTE PAR AIR FRANCE ATHENES-PARIS QUOTIDIEN A 14.30 AGENCE HELLENIQUE DE DISTRIBUTION DRS. 65

Bégaiements Nord-Sud

Le dialogue entre les pays du Nord et ceux du Sud ressemble plus à la juxtaposition de plusieurs monologues qu'à un réel échange sur l'avenir économique du monde. Il en est ainsi dans les instances internationales, où le formalisme des discours détonne étrangement avec la réalité des faits. Il en fut ainsi lors de la quatrième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), qui vient de se réunir à Vienne.

Aucun consensus ne s'est dégagé sur la déclaration générale qui a mis fin aux travaux de cette assemblée. Les Etats-Unis, influencés par la campagne présidentielle, ont même adopté une position dure en votant contre le texte final. Aucun accord n'a été obtenu sur les principales résolutions, qui concernent la restructuration industrielle et le financement des projets.

Avec retenue, le directeur exécutif de l'ONUDI, M. Abdel Rahman Khane, a pu parler d'un « petit échec ». Cette appréciation tranche sur l'optimisme du représentant de la France, M. André Bellon, vice-président socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui – en l'absence de tout ministre – a évoqué, lui, un « demi-succès ».

Neuf résolutions sur onze ont pu être adoptées, et la déclaration générale a été votée à la majorité, ce qui fait surtout contraste avec l'échec total de la conférence de New-Delhi en 1980. Reste que la crise économique a marqué les débats d'une assemblée qui d'ailleurs n'a pas rencontré le même écho que celle de Mexico sur la population, comme si les grandes craintes démographiques dominaient les imaginations.

Dans le domaine économique, les rapports de forces continuent à l'évidence d'imposer leur loi. Le refus de Washington fait suite à la décision américaine de réduire les importations d'articles textiles en provenance du tiers-monde. Il est vrai, toutefois, que les pays en développement sont devenus les premiers fournisseurs des Etats-Unis en produits industriels, devant le Japon et l'Europe, et que ces dernières puissances ne sont pas en reste de protectionnisme.

Le développement industriel du tiers-monde – ou du moins de certains pays, – s'il ne correspond pas aux objectifs définis à Lima lors de la deuxième conférence de l'ONUDI, s'inscrit dans les chiffres. Les produits manufacturés représentent ainsi plus de la moitié de ses exportations hors pétrole, suscitant notamment les craintes des vieux pays industrialisés. Reste à voir si cette croissance industrielle est conforme aux véritables besoins : trop de projets ont reflété le souci de prestige ou de puissance des dirigeants pour que la question ne soit pas posée, même si la réponse n'appartient pas obligatoirement aux experts de l'Occident.

Face à ce grave problème de l'industrialisation, avec ses multiples facettes et sa contrepartie, le développement de l'agriculture, la conférence de Vienne n'a pas donné lieu à une violente confrontation. Les pays du tiers-monde ont d'ailleurs semblé divisés dans leurs préoccupations et leur recherche de solutions, tout en étant globalement à court de modèle. L'investissement public n'apparaît plus comme la panacée. Cette conférence n'a pas non plus provoqué de concertation.

Elle représente en tout cas un gris lever de rideau aux assemblées générales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui doivent se réunir en septembre à Washington.

La politique selon M. Barre

- *Les Français sont fatigués des discours partisans qui alimentent leur scepticisme*
- *L'extension du référendum est une idée juste qui risque d'être compromise*

Dans le cadre de notre enquête sur le rejet de la politique, M. Raymond Barre, au cours du long entretien qu'il nous a accordé, précise ses conceptions sur le débat public et apporte ses réponses aux questions d'actualité.

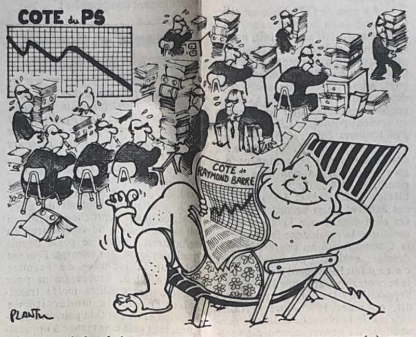
« Assistons-nous aujourd'hui plus qu'hier à un phénomène de rejet de la politique ?

– Je ne parlerais pas de « rejet ». Je crois plutôt que les Français sont aujourd'hui fatigués d'une certaine forme de politique que j'appellerais la politique partisane systématique. Cela ne veut pas dire que les Français, qui se partagent toujours entre des courants idéologiques profonds, ne restent pas attachés à leurs familles politiques, ni qu'ils se désintéressent des questions politiques. Mais la forme que prend le débat politique – il se déroule de plus en plus entre des partis et au sein d'états-majors – entraîne un phénomène de lassitude ; lassitude à laquelle contribuent les moyens d'information avec ce côté « grosse-caisse » qu'ils donnent à ce débat. Trop simplifié, parfois simpliste, souvent manichéen, il finit par engendrer une certaine saturation.

» J'observe aussi un plus grand scepticisme à l'égard du discours politique. Bien sûr, ce scepticisme a toujours existé chez les Français, qui ont tendance à considérer que la politique est un monde à part, avec ses propres règles du jeu. Il se manifeste cependant davantage lorsque les événements ne permettent pas à des équipes politiques, quelles que soient leurs orientations, de mener une action dont les bénéfices soient immédiatement perceptibles. L'impatience des citoyens – aiguillonnée par une information prompte à forcer le trait – est devenue un facteur politique important...

– Ce qui a été le cas ces dernières années...

– Certainement. A partir de 1973, la difficulté des temps, la crise, ont provoqué une première vague de scepticisme. Le changement de majorité en 1981 a suscité des espoirs dans une partie de l'opinion, mais les échecs du gouvernement puis des retournements de politique spectaculaires ont provoqué une aggravation du scepticisme. De plus, l'enseignement des faits suscite chez les citoyens un processus d'apprentissage qui développe le sens critique à l'égard du discours politique. En temps de prospérité, celui-ci peut dire ce qu'il veut. Les paroles s'envolent, et même les écrits sont vite oubliés. Comme tout va bien, l'opinion ne se rend pas compte du plus ou moins grand degré de réalisme du discours. Quand la situation devient plus difficile, l'irréalisme finit par apparaître dès lors que les faits deviennent plus puissants que le discours et le contredisent manifestement.



– En 1973, les faits n'étaient pas encore plus puissants que le discours. A quel moment le sont-ils devenus?

– Les Français ont d'abord cherché un dérivatif à leur surprise de voir la prospérité mise en cause ; ils ont voulu fuir les réalités, et la classe politique a cru qu'elle pouvait encourager cette fuite, bercer les Français d'illusions. Je pense aux années 1973-1981. Bien peu de gens voulaient regarder la réalité en face. La situation a été voilée par le discours de la majorité comme de l'opposition ; ce discours qui voulait, paraît-il, garder l'espoir aux Français ! Ils y ont d'abord cru, tant ils souhaitaient revenir à la prospérité du passé. C'était le temps où il fallait dire : *« Dans six mois, on va s'en sortir... ce sera la fin du tunnel... »* Sinon, on ne vous croyait pas. C'est cet état d'esprit qu'à partir de 1976 je me suis efforcé de changer. Peu à peu, les Français ont commencé à comprendre que la crise était profonde et durable.

» Je me souviens de la campagne des élections législatives de 1978. J'ai rencontré de nombreux auditoires qui me donnaient l'impression de « ruminer ». En dépit de leur attention et de leur intérêt, je me demandais s'ils avaient pleinement conscience de l'enjeu pour le pays et s'ils s'y intéressaient. Et puis, un beau jour, s'est produit le sursaut. Les Français ont compris l'importance du « bon choix » – la poursuite du redressement et le choix de société – et ils ont donné une nette majorité au président de la République d'alors. Ensuite, la fureur politique a balayé tout cela. Pendant la campagne présidentielle, la démagogie s'est, de toute part, déversée à plein bord.

– Qu'avez-vous pensé de la candidature de Coluche ?

– Le phénomène Coluche a disparu aussi vite qu'il était apparu. Mais à l'époque tous les débordements auxquels a donné lieu la campagne – et dont j'ai été très attristé – se prêtaient à ce genre de candidature. Elle a marqué l'apogée de la dérision.

– Après 1981, le scepticisme, selon vous, s'est renforcé ?

– Dans les derniers mois de 1982, les Français se sont trouvés en face d'une situation dévoilée. Les faits avaient été plus puissants que le discours.

» L'évolution de l'opinion a été brutale parce que les Français ont pu, la gauche ayant accédé au pouvoir, comprendre combien le discours qu'ils avaient longtemps entendu était dépourvu de réalisme. Ils ont pu mesurer l'illusion des promesses qui leur avaient été faites et auxquelles ils avaient cru de bonne foi, faute de posséder les connaissances techniques de base et, aussi, d'être correctement informés.

» Après mai 81, les Français se sont montrés disponibles, puis ils se sont mis à s'interroger. Avec le virage à 180 degrés de la politique gouvernementale en avril 1983, ils ont subi un choc, qui a nourri leurs inquiétudes et renforcé leur scepticisme. Chez beaucoup, il a même entraîné un rejet de la politique et un repli sur la vie personnelle et quotidienne. Ce mouvement de repli n'a rien d'exceptionnel. Albert Hirschman, dans son ouvrage *Bonheur privé, action publique* (1), se livre à une analyse fort intéressante de ces « oscillations » régulières de nos sociétés entre ce qu'il appelle *« des phases d'intense préoccupation envers les affaires publiques »* et d'autres *« presque exclusivement attachées au progrès individuel, aux objectifs relevant du bien-être privé »*.

Propos recueillis par
CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 2.)

(1) Fayard, « L'espace du politique », 79 F.

Canal Plus : cinéma d'abord

C'est le 3 septembre prochain que sera lancé la commercialisation de Canal-Plus. Pour obtenir deux cent mille abonnements avant le 4 novembre, date du début des émissions, M. Philippe Ramond, directeur de la chaîne payante, ne ménagera pas ses efforts : publicité, mailings, annonces de presse avec coupons-réponses, stands dans les centres commerciaux et quatre-vingt-dix téléphonistes pour répondre directement aux demandes.

Un réseau de quatre mille revendeurs spécialisés dans l'audiovisuel et agréés par Canal-Plus seront également habilités à vendre des abonnements et à installer les décodeurs. Il en coûtera à l'utilisateur, rappelons-le, 120 F par mois pour un abonnement de six mois ou d'un an, le décodeur étant posé gratuitement contre une caution de 420 F.

Mais pour convaincre ses abonnés, Canal-Plus devra aussi lever le voile sur ses programmes. On connaît déjà les titres des vingt-cinq premiers films programmés par ce nouveau canal qui se veut avant tout la « chaîne du cinéma ».

En tête d'affiche, un Belmondo (*l'As des as*) et un Delon (*Pour la peau d'un flic*), bien sûr, mais aussi (*la Ballade de Narayama*, Palme d'or du Festival de Cannes 1983, et le *Danton* de Wajda avec Gérard Depardieu.

Pour le reste, une grande place est faite, comme promis, au cinéma français récent avec *J'ai épousé une ombre*, de Robin Davis, *Clémentine tango*, de Caroline Roboh, *Que les gros salaires lèvent le doigt*, de Denis Granier-Defferre, *Hécate*, de Daniel Schmid, *Un jeu brutal*, de Jean-Claude Brisseau, *Rien ne va plus*, de Jean-Michel Ribes et *Pauline à la plage*, d'Eric Rohmer.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 13.)

Nationalisme basque et socialisme espagnol

Le gouvernement de Madrid réussira-t-il à venir à bout de l'ETA et du terrorisme ?

De notre envoyé spécial
THIERRY MALINIAK

Les socialistes espagnols sont-ils sur le point, comme ils l'affirment, de démêler l'imbroglio basque, en maîtrisant sa composante la plus douloureuse : la violence ? Ou assiste-t-on, au contraire, à une nouvelle spirale d'effervescence et d'affrontements dans la région qui rendrait illusoire tout processus de pacification ?

Madrid. – Une fois de plus, au Pays basque toute affirmation péremptoire est hasardeuse. Il est vrai que jamais dans le passé l'ETA n'avait semblé si proche d'une défaite militaire, fût-elle provisoire. Mais il est vrai aussi que jamais depuis le rétablissement de la démocratie les relations entre le gouvernement de Madrid et l'administration régionale basque n'avaient été aussi tendues.

Ces deux constatations parallèles rappellent une évidence souvent oubliée à Madrid : le problème basque ne se résume pas à la violence et au terrorisme. Pour élémentaire qu'elle puisse paraître, cette vérité est aujourd'hui soulignée avec une insistance particulière par les nationalistes à Bilbao, alors même que le gouvernement du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) semble réussir à acculer l'ETA.

Les socialistes y voient la preuve d'une ambiguïté des modérés du PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire dans la région : selon eux, cette formation craint une disparition de l'ETA, réduisant son pouvoir de persuasion face à Madrid. Mais, si ambiguïté il y a, n'est-elle pas finalement le fait de la population basque elle-même, qui, lors des dernières élections régionales, a accordé 64 % de ses voix (près de trois fois plus que celles obtenues par les socialistes) aux formations nationalistes, aujourd'hui unanimes à condamner la stratégie du PSOE ?

Cette stratégie, en tout cas, semble clairement définie : *« Jamais gouvernement ne s'était montré aussi décidé que l'actuel à en finir une fois pour toutes avec le terrorisme. »*

(Lire la suite page 3.)

Les « réformes » de l'apartheid

De notre correspondant

Johannesburg. – Pour la première fois dans la vie politique de l'Afrique du Sud, les métis et les Indiens vont élire, respectivement les 22 et 28 août, des représentants au Parlement jusqu'ici composé exclusivement de Blancs. Cela aux termes d'une réforme constitutionnelle adoptée le 2 novembre 1983 par un peu plus de 2 millions d'électeurs blancs (66 % des inscrits) et qui prévoit d'associer partiellement au pouvoir, dans deux Chambres séparées, ces deux communautés, soit 2 800 000 métis et 880 000 Indiens. La majorité du pays, quelque 23 millions de Noirs (plus de 73 % de la population), reste totalement exclue des institutions politiques nationales (1).

C'est une première qui consacre donc l'éviction des Noirs et provoque, de ce fait, une sévère lutte politique entre partisans du boycottage et adeptes de la participation. L'enjeu du scrutin réside, en conséquence, dans le pourcentage d'abstentions. Un fort taux hypothéquerait sérieusement la représentativité de ces nouveaux venus sur la scène politique. Elections de l'apartheid ou levier qui permettra d'y mettre un terme ? Telle est la principale donnée de cet événement.

Les partisans de l'abstention accusent leurs adversaires d'être des *« collaborateurs »*, des *« vendus »*, de *« nouveaux laquais du pouvoir blanc »*. Ceux-ci répliquent qu'ils disposeront ainsi d'une arme pour combattre un système qu'ils rejettent également. Un leurre, affirment les uns, car les deux nouvelles Chambres n'auront pas de pouvoir effectif, et leurs députés deviendront, de cette façon, *« les auxiliaires de l'apartheid »*. Une occasion, répondent les autres, de nous faire entendre et d'infléchir de l'intérieur le régime ségrégationniste. L'avenir dira qui avait raison et si les 85 membres de la Chambre des représentants (métis) et les 45 membres de celle des délégués (Indiens) pourront faire aboutir leur volonté de réforme (2).

Chacune des Chambres ne pourra légiférer que sur les affaires concernant sa propre communauté. Le président de la République – très vraisemblablement l'actuel premier ministre, M. Pieter Botha, – cumulant, selon la nouvelle Constitution, les fonctions de chef du gouvernement et de chef de l'Etat, décidera quelles affaires sont d'ordre général ou d'ordre communautaire. En cas de désaccord entre les Chambres sur les affaires dites d'intérêt général, le conseil du président tranchera.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 5.)

(1) Il y a actuellement en Afrique du Sud, 18 238 000 Noirs, auxquels il faut ajouter la population des quatre homelands décrétés indépendants par Pretoria mais non reconnus par la communauté internationale (Transkei, Ciskei, Bophuthatswana et Venda), soit 4 987 998 Noirs. Un total donc de 23 225 998 Noirs sur les 31 736 000 habitants de ce pays, soit 73,18 %.

(2) 120 sont élus. Deux, dans chacune des Assemblées, sont nommés par le chef de l'Etat et trois autres désignés par les nouveaux parlementaires.

Le Monde

idées

LE REJET DE LA POLITIQUE

Un entretien avec M. Raymond Barre

(Suite de la première page.)

– En tenant compte de ces différentes analyses, comment expliquez-vous le succès de la manifestation du 24 juin ?

– Il faudrait introduire ici une distinction. Quand nous parlons de politique, nous parlons de grands sujets de politique nationale ou internationale. Auparavant, ils se distinguaient sensiblement des préoccupations de la vie quotidienne. Or, depuis quelques années, nous assistons, me semble-t-il, à une concentration de l'intérêt sur certains sujets de politique nationale ou internationale dans la mesure où ils ont un retentissement direct sur la vie personnelle des citoyens. De ce point de vue, l'affaire de l'enseignement est très significative. Les Français se sont mobilisés massivement parce qu'il s'agissait à leurs yeux de défendre un grand principe influant directement sur leur vie familiale et concernant la formation de leurs enfants. De la même façon, l'installation des Pershing a suscité un grand débat dans la population allemande parce que, pour une partie d'entre elle, l'objectif du bonheur privé dans la paix s'opposait à des considérations de politique internationale et de défense. Un lien particulier est peut-être en train de s'établir dans l'esprit des Français entre certains grands sujets politiques et leur vie quotidienne. Quand ce lien n'apparaît pas clairement à leurs yeux, les Français se désintéressent du débat. Ce fut le cas en ce qui concerne la dénationalisation. L'opposition ne semble pas être parvenue à mobiliser l'opinion sur ce thème, pourtant important pour l'avenir, faute peut-être d'avoir su le relier aux réalités vécues par les Français. Mais ceux-ci ont « accroché » bien mieux quand l'opposition leur a parlé de la défense de la liberté d'entreprendre. N'assistons-nous pas en fait à un recul de l'idéologie au profit de l'efficacité et du pragmatisme ? Cela me paraît sensible dans la gauche.

Un décalage

– La plus grande difficulté pour la classe politique ne tient-elle pas à l'inadaptation de son discours aux réalités quotidiennes ?

– L'adaptation du discours politique est à la fois nécessaire et difficile. Nous assistons actuellement en France à une évolution profonde des mentalités, des conceptions, des comportements. Le responsable politique doit à la fois saisir cette évolution, l'accompagner, tenter de traduire les nouvelles aspirations de l'opinion pour ne pas la décevoir, mais il doit également lui tracer une voie, l'orienter et maintenir les valeurs de civilisation qui donnent au pays un idéal et auxquelles les Français restent plus attachés qu'il n'y paraît. Les mutations techniques, économiques et sociales qui se sont produites dans notre pays, en Europe et dans le monde ont été rapides et n'ont pas toujours été accompagnées de l'évolution souhaitable des mentalités et des comportements. D'où ce décalage dans l'opinion entre la vision des phénomènes et le jugement porté sur eux, d'une part, et la réalité elle-même, d'autre part. Ce décalage est en train de se réduire, et le discours politique doit aider à cette nécessaire évolution.

» Je ressens fortement cette nécessité d'une adaptation du discours politique. Je crois l'avoir entreprise à Matignon, au grand dam de la classe politique. J'y suis aujourd'hui encouragé par les réactions positives des auditoires auxquels je m'adresse, notamment des jeunes qui, comme les Jeunes Démocrates sociaux, ont à la fois une exigence intellectuelle et morale et un désir d'action.

» De plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent que l'homme politique doit à la fois énoncer les valeurs auxquelles il se réfère, se montrer responsable en choisissant de défendre l'intérêt général, même au détriment des intérêts de classes sociales qui l'ont porté au pouvoir ou peuvent l'y porter, et s'efforcer de rester proche des réalités vécues par les Français. Il doit jouer sur tous ces claviers. Si le discours politique paraît incertain aujourd'hui et se trouve coincé entre les habitudes du passé et les exigences du présent et de l'avenir, c'est qu'il n'a pas trouvé ce que l'on pourrait appeler son « polygone de sustentation ». Mais arrivera-t-il à le trouver ? Le propre du discours politique n'est-il pas, trop souvent, de dire une chose sans exclure le contraire ? C'est pourtant par son honnêteté, sa clarté et sa constance que, dans les temps de difficultés, d'incertitudes et de doute où nous vivons, le discours politique redeviendra crédible. De cette crédibilité retrouvée dépendra la confiance de l'opinion, indispensable à toute action politique. C'est pourquoi nous devons sans cesse nous interroger sur le contenu de notre message, sur notre discours et sur notre comportement par rapport au discours.

» Bon nombre de mes jeunes collègues à l'Assemblée nationale comme de responsables politiques partagent avec moi ce souci. Mais nous en sommes encore au stade de la recherche ; nous ne pouvons pas encore prendre nos intuitions pour des certitudes. Ce qui compte, c'est de refuser l'équivoque ; c'est, comme l'a écrit Jean-Marie Domenach, « *d'agir comme on parle et de parler comme on agit, c'est d'opposer au mensonge la franchise et la cohérence de notre conviction* ».

– La prestation d'Yves Montand à la télévision et le succès qu'elle a obtenu a joué le rôle de révélateur.

– J'ai trouvé le phénomène Montand en lui-même extrêmement significatif, mais l'exploitation qui en a été faite par un certain nombre de personnes qui n'étaient pas du tout inspirées par les mêmes préoccupations a été exagérée. Ce phénomène ne peut pas être dissocié du problème des médias. Nous avons vu quelqu'un qui possède un grand talent parler à la télévision en employant un langage simple et direct. Il a fait un tabac ! Mais, comme Yves Montand n'appartient pas au monde politique, on ne lui a pas appliqué les règles du jeu très particulières au milieu politique et journalistique..., au microcosme, et qui ne permettent pas à l'homme politique, même s'il le désire, de sortir d'un certain nombre de conventions et de rites qui privent souvent le discours de toute spontanéité. Les médias de plus en plus découpent les publics, organisent des mises en scène, veulent de la politique-spectacle. Pour l'homme politique, la tentation – sinon la contrainte – est forte d'adapter son comportement et son propos à chaque support, à chaque spectacle, à tel point qu'ils en deviennent plaisants et sclérosés !

» Ceci pour les hommes, cela pour les femmes, ceci pour les personnes âgées, et cela pour les jeunes, il faut surtout ne pas oublier la jeunesse ! Avec cette simplification et ce souci des catégories, il n'y a plus place pour l'authenticité. On sent que tout est calculé, façonné, apprêté. Le phénomène Montand, lui, a été un phénomène d'authenticité.

Tout dialogue constructif est impossible

– Les médias peuvent-ils être tenus pour seuls responsables de cette absence d'authenticité ?

– Non, bien sûr. La classe politique y a sa part, parce qu'elle s'est professionnalisée à l'excès, vit le plus souvent en vase clos et rejette du cercle des privilégiés qu'elle entend constituer – comme ce fut le cas lors des élections européennes – les hommes et les femmes engagés dans la vie économique et sociale et qui veulent participer à l'action politique et lui apporter une expérience propre. De plus, au moment où les problèmes du monde contemporain atteignent une grande complexité et où le rôle pédagogique de l'homme politique devient primordial, le discours se ferme et ne s'adresse plus généralement qu'à une sphère de gens qui se comprennent entre eux, tandis que le reste des citoyens est abreuvé de propos sommaires et définitifs. Tout cela explique, pour une bonne part, la multiplication depuis 1981 des clubs et associations qui veulent participer à la vie politique, mais d'une autre manière, débattre sérieusement des problèmes du pays et de ceux de leur vie quotidienne, et assumer leur responsabilités dans l'action locale, régionale ou nationale.

– De nombreux responsables politiques ont souligné qu'Yves Montand, parce qu'il n'engageait que lui, avait une plus grande liberté de parole. Quel doit être, selon vous, le degré de liberté de parole d'un homme politique ?

– Je pense qu'un homme politique ne doit pas – surtout sur des sujets importants – renoncer à dire ce qu'il pense. Au cours d'une conférence que j'avais prononcée en Belgique, à la fin de 1981, et qui traitait du métier d'homme politique, j'avais estimé que le premier devoir de celui-ci est « *le devoir de vérité* ». Il doit l'emporter sur la discipline de parti. Je reconnais que ce devoir peut être difficile à observer, car, dans certains cas, il peut entraîner une perte de suffrages...

» Le problème le plus important qui se pose à l'homme politique, dans la conquête ou dans l'exercice du pouvoir, est un problème de morale politique, au sens le plus élevé du terme. Ce que Max Weber appelait l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité doivent se retrouver et se conforter chez lui. L'éthique de la responsabilité peut servir à limiter certains effets d'une éthique de la conviction qui, poussée jusqu'à son terme, pourrait notamment aboutir à des formes variées de totalitarisme. Ceux qui avaient la conviction de défendre jusqu'au bout la race aryenne, ont commis des actes abominables, qui resteront à jamais dans le souvenir de l'humanité.

– Dans cette même conférence, vous vous demandiez si exiger ce devoir de vérité n'était pas souhaiter que tous les élus ne soient que des personnages cornéliens. Vous sentez-vous dans la peau d'un personnage cornélien ?

– C'était une métaphore peut-être un peu exagérée ! Je suis sensible à l'exigence du « parler vrai », comme on dit aujourd'hui, mais, en formulant cette comparaison, je pensais à certains cas comme celui de Jules Ferry au moment de l'affaire de Lang-Son. Il sait que la paix va être signée en Indochine, mais, pour respecter un engagement international, il choisit de se taire, et il est renversé par la Chambre des députés. Il y a ainsi des moments où l'attitude que vous dicte le respect de certaines règles « déontologiques » ou bien encore de vos convictions va à l'encontre de votre intérêt d'élu, de votre « carrière » politique. Cette attitude peut quelquefois être « cornélienne » !

– La crispation du débat traditionnel droite-gauche n'est-elle pas aussi responsable de cette perte de crédibilité de la classe politique ?

– La part de l'idéologie est tellement grande en France que tout dialogue constructif est, en fait, impossible entre des hommes de tendances politiques différentes. Discuter objectivement des problèmes du pays, admettre que des analyses et des conclusions peuvent être convergentes, signifierait que l'on renonce au combat politique. C'est absurde ! J'ai toujours été prêt à Matignon, comme maintenant, à discuter avec des hommes qui ne partagent pas mes opinions, en politique extérieure, en économie, sur des problèmes de société, et à marquer, le cas échéant, mon accord avec eux. On s'est étonné que je dise récemment que la présidence française de la Communauté au cours des mois derniers avait été un succès. Mais c'est un fait ! Pourquoi soutiendrais-je le contraire, parce que je suis dans l'opposition ? De la même façon, j'ai dit, en mars 1983, que certains aspects de la nouvelle politique économique du gouvernement me semblaient aller dans le bonne direction ; je n'en restais pas moins dans l'opposition ! Dans l'affaire des « avions renifleurs », si M. Mauroy m'avait demandé les informations et les précisions qu'il souhaitait, je l'aurais renseigné sur-le-champ, et cela aurait pu éviter une exploitation politique de cette affaire, qui n'était pas digne des relations qui doivent exister entre un gouvernement et celui qui l'a précédé, et dont la première victime a été une grande entreprise nationale.

» Mais l'amélioration de la communication ne saurait signifier d'un côté le débauchage, de l'autre le ralliement.

Une stratégie de survie

– Aujourd'hui, jugez-vous aussi sévèrement que l'ensemble de l'opposition les différentes initiatives prises par M. Mitterrand, la nomination de M. Fabius comme premier ministre et sa tentative d'ouverture du dialogue avec l'opposition ?

– Les initiatives récentes du président de la République relèvent de ce que j'ai appelé, dès septembre 1983, aux journées parlementaires de l'UDF à Divonne, une stratégie de survie. Elle va se développer d'ici à 1986. Comme toujours, c'est le peuple qui, en fin de compte, tranchera, et j'espère qu'il pourra le faire avec un mode de scrutin clair et honnête.

» Que signifie dans ce contexte l'ouverture du dialogue avec l'opposition ? Il y a une majorité qui soutient le président de la République, son gouvernement et sa politique, et il y a l'opposition qui a sans cesse défendu une autre conception de la société et une autre politique. Que des rapports de coexistence pacifique s'établissent entre majorité et opposition, je m'en réjouirais personnellement, car cela changera du sectarisme agressif dont l'actuelle majorité et le précédent gouvernement ont donné de nombreuses preuves. Que l'opposition approuve sur un point précis une décision du gouvernement, voilà qui me paraît également naturel, mais que, sous prétexte d'ouverture du dialogue, l'opposition ou certains de ses éléments en soient progressivement conduits à cautionner implicitement ou explicitement une politique qu'ils condamnent, voilà ce qui me paraît regrettable. Il faut, en politique, de la clarté. Il faut que les Français puissent effectuer leur choix dans la clarté. Méfions-nous d'un retour aux mœurs et aux jeux de la IVe République, qui seraient, dans les temps où nous vivons, néfastes pour notre pays.

– En refusant le référendum sur la révision de l'article 11 de la Constitution, en contestant la légitimité du pouvoir et en réclamant la dissolution de l'Assemblée nationale, ne pensez-vous pas que l'opposition, ces dernières semaines, a sacrifié, pour des raisons tactiques, une large part de la crédibilité de son discours ?

– Permettez-moi de m'abstenir de juger les déclarations et les comportements des diverses formations de l'opposition. Je n'ai aucun titre à le faire.

» Sur tous les points que vous soulevez je me suis, pour ma part, exprimé et je ne vois pas de raison de modifier mon opinion.

» En ce qui concerne le projet de révision constitutionnelle, je regrette l'ambiguïté créée par les déclarations successives du président de la République, tout autant que l'extrême confusion et l'aspect surréaliste du débat en cours, auquel, d'ailleurs, les Français ne comprennent pas grand-chose. Je reste favorable à une extension du champ d'application de l'article 11 de la Constitution, qui permettrait au président de la République, sur des sujets touchant aux garanties des libertés publiques et sous réserve de l'avis préalable du Conseil constitutionnel, de consulter directement le peuple et d'éviter des blocages d'inspiration partisane. Quel dommage qu'une idée juste risque ainsi d'être durablement compromise !

Renouveler les structures d'encadrement politique

– Peut-on reprocher à la gauche de participer au discrédit dont souffre la classe politique et en même temps la critiquer quand elle adapte son discours aux réalités ?

– Je n'ai jamais reproché à la gauche d'adapter son discours aux réalités. Je m'en suis réjouis parce qu'il y allait de l'intérêt du pays. Mais ce que je reproche aujourd'hui au pouvoir, c'est de vouloir trop en remontrer. Ce qui se passe depuis quelques jours, par exemple l'accent mis sur la jeunesse du premier ministre (il a, heureusement pour lui, d'autres qualités moins transitoires !), sur la modernité de l'équipe et de l'action gouvernementales, tout cela commence à apparaître comme de purs gadgets, or les gadgets ne font pas une politique.

» Comment voulez-vous que le discours du pouvoir soit crédible quand il proclame une prochaine baisse des prélèvements obligatoires et qu'en même temps il majore des taxes indirectes dans des conditions qui annulent presque entièrement l'effet des réductions d'impôts et de cotisations envisagées ?

» Dites-moi quelle est vraiment aujourd'hui la politique du président de la République ? Je me demande parfois si ses démarches successives ne sont pas de simples leurres.

» Une politique claire et crédible, c'est ce dont la France a besoin et dont elle ressent de plus en plus le besoin. Ce n'est pas la faute de l'opposition si la gauche ne parvient plus à convaincre les Français de l'efficacité de sa politique.

– Ne devez-vous pas reconnaître que votre indépendance vis-à-vis des partis dont vous critiquez les rites et les comportements vous permet plus facilement qu'à d'autres de noter les aspects positifs d'une politique menée par une majorité à laquelle vous êtes opposé ?

– Je n'ai jamais critiqué les partis en tant que tels, mais j'ai pu mesurer, à diverses reprises, les effets néfastes du régime des partis et de l'esprit partisan. C'est cela que je critique. Je reconnais que j'ai une plus grande liberté d'action que des hommes qui doivent se préoccuper de leurs troupes et que j'ai eu la chance d'entrer en politique à un niveau qui me libère de certaines servitudes. Et puis, la solitude ne me pèse pas ! Mais les responsables de partis politiques sont-ils à ce point dépendants de leurs troupes qu'ils doivent se plier à toutes leurs humeurs ? Ne peuvent-ils maintenir leur autorité qu'en les suivant et en les flattant ? Je crois que beaucoup d'hommes politiques souffrent de certaines pesanteurs de leurs partis, tant en ce qui concerne leur organisation que leur démarche. Il est souhaitable que le renouveau des idées et des hommes qui est en cours s'accompagne d'un renouvellement des structures d'encadrement politique, faute de quoi les partis politiques resteront complètement en arrière de ce mouvement profond de la société qu'ils n'auraient pas su reconnaître et auquel ils n'auraient pas su s'adapter.

Ne tombons pas dans l'obsession Le Pen

– Pour en revenir au devoir de vérité de l'homme politique, pensez-vous que l'opinion ait réellement envie de connaître la vérité ou qu'elle s'accommode assez bien d'une certaine ignorance pour préserver son bien-être ?

– La réponse dépend de l'idée que l'homme politique se fait de sa responsabilité et de ses obligations à l'égard de l'opinion. Je crois qu'il faut respecter les citoyens, ne pas les abuser, ne pas les engager sur la voie dangereuse des illusions ; en un mot, il faut les traiter en adultes. Il me semble, en ce qui concerne l'opinion, que la crise a engendré des attitudes nouvelles à l'égard des réalités nationales et internationales et des problèmes qu'elles soulèvent. J'ai le sentiment que l'opinion a une appétence croissante de connaissances. Elle veut comprendre le monde et son évolution. Il faut informer et expliquer. Le plus grand danger, dans la situation actuelle, est que ce désir de comprendre puisse être exploité par des hommes qui proposent des explications simplistes ou biaisées.

– Vous pensez à Jean-Marie Le Pen ?

– Ne tombons pas dans l'obsession de Le Pen et n'en faisons pas la référence privilégiée parce qu'il a enlevé des électeurs aux partis de droite comme de gauche. Mais pourquoi ne pas en parler ?

» Jean-Marie Le Pen tire parti de trois problèmes qui existent : l'immigration, l'insécurité et l'exaspération d'une partie de l'opinion à l'égard de la politique du pouvoir. Il le fait avec un certain talent de tribun et il évoque, dans ses propos, la patrie, l'armée, la liberté, des valeurs auxquelles un certain nombre de Français sont attachés. A côté de positions très contestables, il y a aussi cela dans le discours de Le Pen.

» Des hommes et des femmes qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen lors des élections européennes et qui, je peux vous l'assurer, ne sont en rien des extrémistes, m'ont expliqué qu'ils avaient été satisfaits d'entendre quelqu'un leur parler, au cours de la campagne, de la patrie, des Français et de leurs conditions de vie, du travail et de la famille. Ce serait trop simple de conclure que ces gens sont des fascistes ou des pétainistes. Ce sont des gens simples et droits, des « Français moyens », qui ont besoin de retrouver un système de valeurs qui, depuis plusieurs années, s'est érodé et a été occulté. Ce qui est, à mon avis, essentiel, c'est que de nobles idées ne deviennent pas folles et ne soient dangereusement exploitées au profit de pêcheurs en eau trouble ou d'extrémistes. La seule façon d'y parvenir, ce n'est pas de se saisir de thèmes à succès du Front national et de surenchérir pour essayer de récupérer des électeurs toujours séduits par le muscle et par le verbe, mais c'est de ne pas craindre de poser clairement les problèmes de sécurité et d'immigration, d'expliquer aux Français ce qui peut être fait et ce qui ne peut l'être, de leur donner le sentiment que l'on s'efforce de traiter leurs difficultés quotidiennes, et de leur parler aussi de leur pays ! Je suis convaincu qu'il existe chez les Français une grande dose de bon sens, qui finit toujours par l'emporter. Je souhaite simplement que lors des prochaines consultations on évite d'exploiter de façon sommaire et démagogique quelques thèmes qui correspondent à de vrais problèmes et que l'on ne se contente pas de vendre des valeurs comme on vendrait des petites pilules pour le foie.

Suivre les phénomènes de société

– Aujourd'hui, vous privilégiez le discours sur les valeurs par rapport au discours sur l'économie. L'intérêt que vous portez à l'étude des phénomènes de société est-il nouveau ? N'avez-vous pas toujours considéré avec la plus grande méfiance ce penchant de certains hommes politiques pour les recherches des instituts sur les courants porteurs de la société, les mentalités dominantes, etc. ?

– Je n'ai en fait jamais privilégié tel discours sur tel autre. Je me suis toujours intéressé à l'étude des mouvements de la société. Comment un économiste pourrait-il les négliger ? J'y ai porté une attention particulière après 1968, notamment lorsque les thèses de la croissance zéro ont connu une grande faveur. Lorsque M. Giscard d'Estaing organisa en 1972 à Paris une grande conférence internationale sur les problèmes économiques et sociaux de notre temps, je conclusis mon intervention en évoquant l'admirable page des *Anti-Mémoires*, où Malraux rapporte son entretien avec Nehru : « *Je crois que la civilisation des machines est la première civilisation sans valeur suprême pour la majorité des hommes... Il reste à savoir si une civilisation peut n'être qu'une civilisation de l'interrogation ou de l'instant et si elle peut fonder longtemps ses valeurs sur autre chose qu'une religion.* »

» A Matignon, j'ai eu une action prioritaire à mener, le redressement et l'adaptation de la France, ce qui ne me permettait pas de tenir trente-six discours ! Il fallait convaincre l'opinion de la réalité de la crise, de son caractère durable, lui demander des efforts. J'ai dû me battre à contre-courant. Mais croyez-vous qu'on se batte seulement pour l'économie ? Il y avait le combat pour les Français, et surtout le combat pour la France. Mais il y a des choses que le microcosme n'est pas apte à comprendre rapidement ! Il le découvre, mais aux dépens des Français et de la France.

» Aujourd'hui, le discours sur les valeurs me paraît très important, parce que nous nous trouvons, à mon avis, depuis 1981 – et malgré le changement de discours présidentiel – devant un choix de société, essentiel pour l'avenir, et parce que notre société est déboussolée !

» Si l'homme politique doit être attentif aux phénomènes de société et doit utiliser pour les suivre tous les moyens modernes d'information et d'étude de l'opinion, il ne doit non plus se laisser séduire à l'excès par ces techniques, ni se laisser dominer par elles. De fait, il y a deux façons d'élaborer une politique : ou bien chercher à connaître les aspirations variées des citoyens et s'efforcer de les satisfaire, toutes ou au moins celles qu'exprime le plus grand nombre ; ou bien définir la problématique du pays dans une période donnée et à plus long terme, puis déterminer, en fonction de cette analyse, les objectifs, les contraintes et les instruments de la politique qui en découle, et la proposer aux citoyens. Cette deuxième approche peut conduire à des conclusions qui sont en contradiction avec les aspirations à court terme des citoyens. Mais c'est l'intérêt de la nation qui doit alors l'emporter. La connaissance des mentalités et des comportements est nécessaire au choix des moyens. Elle doit surtout inspirer une pédagogie qui requiert honnêteté et clarté, et qui trouve son succès dans la confiance reçue des citoyens.

» En fin de compte, quand vous êtes en charge d'un pays, vous n'êtes pas en charge des aspirations des citoyens à un moment donné, vous êtes en charge de son présent et de son avenir. »

Propos recueillis par
CHRISTINE FAUVET-MYCIA

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037